

ment nationaliste a surgi, pour tâcher d'embrouiller la politique canadienne, surtout aux époques où le parti libéral dirigeait les destinées du pays.

Nous avons contribué aux guerres de l'Empire depuis la Confédération, à deux reprises différentes. D'abord, en 1899, un contingent canadien fut envoyé au Transvaal pour participer à une guerre que beaucoup trouvaient injuste. Je me suis souvent demandé, en lisant l'histoire, si le chef de mon parti, à cette époque n'était pas encore imbu de cet esprit colonial qui obligeait de participer aux guerres de l'Empire. Immédiatement après l'envoi de ce contingent, le mouvement nationaliste prit corps et fut dirigé par des hommes très brillants, dans la province de Québec, avec le résultat qu'en 1911 le gouvernement libéral, qui avait décidé, pour la défense nationale, la construction de quelques bateaux, de quelques croiseurs et de torpilleurs pour la protection de nos côtes, dut faire face à une attaque nationaliste effrénée.

Le parti libéral perdit 25 sièges au cours de cette lutte dans la province de Québec. Dans cette province, la bataille se fit contre la marine canadienne et, dans l'Ouest, contre le traité de réciprocité. On criait partout, dans l'Ouest: "No truck, no trade, with the Yankees."

Ces 25 députés étaient arrivés à la Chambre avec de bonnes intentions et avec l'idée de lutter contre toute participation aux guerres de l'Empire. L'année suivante, le nouveau gouvernement votait une contribution directe de 35 millions pour aider à la marine de l'Empire britannique. Des 25 députés élus pour empêcher toute aide ou toute participation aux guerres étrangères ou aux guerres de l'Empire, je ne crois pas que plus de 3 ou 4 s'opposèrent à ce vote de 35 millions. Et vous avez eu le spectacle de ceux qui avaient prêché un nationalisme outrancier dans la province de Québec, se déclarer partisans de l'Empire et devenir impérialistes.

En 1914, la guerre est déclarée—je me trouvais à Ottawa dans le temps. Immédiatement le Parlement est convoqué et, après deux ou trois jours de séances, vote 50 millions et nous entraîne dans une guerre de l'Empire britannique, sans avoir beaucoup réfléchi. A compter de ce moment, nos contributions à la grande guerre n'ont fait qu'augmenter, pour aboutir à la conscription. Ceux qui critiquent actuellement l'augmentation des crédits militaires ont fait grand cas de notre contribution à la Grande Guerre et de la conscription. Je ne les blâme pas, parce qu'ils semblent confondre les termes "augmentation de crédits militaires" et "participation aux guerres de l'Empire".

Je tâcherai, au cours de mes remarques, de donner ma propre conviction. Je ne suis pas un simple médecin de campagne, mais je suis un simple avocat qui a essayé d'étudier l'histoire de son pays et de faire profiter ses concitoyens des faibles connaissances qu'il a acquises depuis qu'il siège dans cette Chambre. Après la grande guerre, tout le monde désirait une paix éternelle. Aujourd'hui, après bientôt vingt ans de paix, j'ai constaté que le même esprit de militarisme se répand encore.

Je retourne en arrière pour dire que, lorsque nous avons contribué, par deux reprises, aux guerres étrangères, c'était au moment où le Canada dépensait le moins et était le moins armé pour participer à une guerre. En 1899, lors de la guerre du Transvaal, le Canada n'avait quasi pas de budget militaire. Est-ce que l'absence de budget militaire, là encore, nous a empêchés de participer à cette guerre? Pas du tout. En 1914, après la période de 1911 et la défaite au Sénat du bill concernant notre contribution de 35 millions, nous étions encore dans une période où aucun crédit n'était voté pour la défense nationale. Est-ce que cela empêcha le Parlement du pays de voter en faveur de notre participation à cette guerre de l'Empire? Pas du tout.

Je crois, monsieur le président, que nous devrions séparer dans notre esprit ces deux questions: "augmentation des crédits pour la défense de notre pays" et, "participation aux guerres de l'Empire, envoi de forces expéditionnaires ou contributions directes à la Grande-Bretagne."

A l'heure actuelle, nous devons considérer quel sera le statut de notre pays dans l'avenir. Nous sommes une partie de l'Empire britannique. Sommes-nous satisfaits d'appartenir au Commonwealth des nations britanniques? Quant à moi, je le suis.

Il y aurait deux solutions à apporter à notre statut dans le monde. Ce serait de tâcher d'obtenir une protection efficace au point de vue commercial et économique. Nous pourrions devenir partie intégrante de la République située au sud. Je n'en suis pas. Nous pourrions devenir indépendants, à l'heure actuelle. Je n'ai aucun doute que, si le Parlement de mon pays, voulait son indépendance, la Grande-Bretagne ne trouverait aucun moyen pour empêcher une nation de 11 millions d'âmes de déclarer son indépendance tout en gardant des liens d'amitié avec elle. Nous avons le choix entre ces trois situations, dans le moment.

Sommes-nous pour devenir indépendants? Que voudrait dire notre indépendance dans le monde, au point de vue indépendance militaire? Croyez-vous que nous aurions la